

## Présidentielle 2027 : « Droit à l'Info » étend son dispositif de lutte contre la désinformation aux sujets liés aux migrations

Le média de lutte contre la désinformation politique [Les Surligneurs](#) et les associations [QuotaClimat](#) et [Data For Good](#) confirment et élargissent, à la suite d'une phase de validation, le champ de leur initiative « Droit à l'Info » visant à détecter de façon précoce et à endiguer au plus tôt la diffusion des narratifs de désinformation dans les médias et sur les réseaux sociaux et à alerter les citoyens. Outre les sujets climatiques, le dispositif s'étend désormais aux migrations. La santé environnementale sera couverte prochainement.

Quelque **1 400** personnes - citoyens et professionnels de l'information - se sont inscrites pour recevoir les alertes de [la chaîne WhatsApp publique de Droit à l'info](#) depuis son lancement fin mai 2026. Ce canal a été mobilisé pour relayer les réponses de Droit à l'Info, basées sur des faits et l'état des connaissances, lors des épisodes caniculaires de cet été, où les débats ont en particulier été dominés par un narratif de désinformation sur l'impact de la climatisation.

Droit à l'Info s'inscrit en complément des dispositifs de *fact-checking* existants en apportant la capacité d'identifier des narratifs de désinformation sur les réseaux sociaux, la presse en ligne et dans les médias audiovisuels en amont de leur propagation dans le débat public. Lorsqu'un risque de voir une fausse information se propager plus largement dans le débat public est identifié, Droit à l'Info alerte citoyens et professionnels de l'information, notamment via sa chaîne WhatsApp publique.

### Une couverture médiatique plus large et davantage de thématiques, en commençant par les migrations

Pour mieux couvrir et détecter les discours de désinformation, Droit à l'Info élargit sa couverture des chaînes de télévision et de stations radio, et au-delà des seules tranches d'informations pour y intégrer les émissions de débat, avec Public Sénat, LCP et TMC (l'émission Quotidien) et de nouvelles tranches horaires sur France Télévisions (comme C Politique et C à vous) et RTL (Le Grand Jury), scannant désormais les programmes de 20 médias audio-visuels majeurs.

Outre le climat, le dispositif introduit aussi progressivement d'autres thèmes centraux pour le débat public dans la perspective de l'élection présidentielle de 2027. Un nouveau [centre de ressources](#), d'ores-et déjà ouvert sur le site de Droit à l'info, est consacré aux narratifs de désinformation sur les **migrations**, alimenté par des fact-checkers, en particulier issus de la rédaction des Surligneurs, et validés par des scientifiques, avec l'appui de l'ONG Oxfam France, et de l'association portant [La Charte de Marseille sur l'information et les migrations](#).

*« L'initiative Droit à l'info s'inscrit pleinement dans l'esprit de la Charte de Marseille sur l'information et les migrations. Les questions migratoires figurent parmi les sujets les plus exposés aux biais, aux instrumentalisations et à la désinformation. Les contenus trompeurs qui les entourent comptent parmi les plus anciens et les plus ancrés dans le débat public, tandis que les réseaux sociaux en démultiplient aujourd'hui la portée. Face à ce constat, nous avons conçu cette Charte comme une boussole déontologique, afin de donner*

*aux journalistes des repères concrets pour vérifier, contextualiser et exercer un contradictoire solide», déclare Julia Montfort, Journaliste et Présidente de l'association de la Charte de Marseille sur l'information et les migrations.*

### Une trentaine de narratifs de désinformation récurrents sur les migrations ont déjà été détectés

En phase de test, les dispositifs de détection de Droit à l'Info ont déjà permis de dessiner un état des lieux de la désinformation dans le domaine des migrations et d'identifier **la propagation dans les médias et sur les réseaux sociaux d'une trentaine de narratifs récurrents de désinformation sur le thème des migrations.** Par exemple, un chiffre inexact revient avec insistance dans le débat public évoquant l'entrée légale d'un demi-million d'immigrés par an en France, qui provient d'une lecture erronée des statistiques de l'INSEE comme l'explique [la réponse des Surligneurs](#) disponible dans le centre de ressources.

"Avec Les Surligneurs nous luttons contre la désinformation politique depuis bientôt 10 ans et documentons chaque jour la mobilisation des narratifs mensongers ou trompeurs sur les migrants. Quotidiennement, des chiffres sur les migrations sont déformés, sortis de leur contexte ou volontairement trafiqués, parfois pour servir un agenda politique. C'est dans la continuité de notre engagement contre la désinformation et pour une information fiable que nous sommes fiers de participer à l'initiative Droit à l'info. Avec l'extension aux sujets sur les migrations, nous comptons mettre notre savoir-faire en matière de vérification des faits au service des citoyens pour promouvoir un débat public fondé sur des faits vérifiés." - **Vincent Couronne**, directeur général et co-fondateur du média Les Surligneurs.

L'accès au logement et aux prestations sociales par les personnes étrangères fait notamment l'objet de la répétition d'assertions fausses ou trompeuses auxquelles le [centre de ressources](#) a commencé à apporter des réponses.

Désinfo - Climat
Désinfo - Migrations ✕

## Désinfo - Migrations

Désinfo - Migrations
« Les maires qui refusent de marier des personnes en situation irrégulière défendent la loi »
Retrouvez le fact-check ↗

Désinfo - Migrations
« Les personnes en situation irrégulière touchent les aides au logement »
Retrouvez le fact-check ↗

Désinfo - Migrations
« La France accueille plus d'étrangers que ses voisins européens »
Retrouvez le fact-check ↗

Désinfo - Migrations
« Les étrangers, y compris sans papiers, cumulent RSA, aides au logement et prestations familiales dès leur arrivée en France »
Retrouvez le fact-check ↗

Désinfo - Migrations
« La surreprésentation des immigrés dans les HLM prouve qu'ils bénéficient d'un traitement de faveur »
Retrouvez le fact-check ↗

Désinfo - Migrations
« Un demi-million d'immigrés entrent en France chaque année »
Retrouvez le fact-check ↗

Sur le sujet des migrations, ce premier état des lieux réalisé par Droit à l'info fait apparaître quelques grands récits faux ou trompeurs structurant les principaux narratifs de désinformation : ils s'articulent autour de la théorie d'un "grand remplacement" démographique, d'allégations sur l'insécurité, l'accès aux aides sociales ou aux soins médicaux, sur l'existence supposée de privilèges qui seraient accordés aux étrangers ou les désignant comme des menaces pour la société.

La phase de test ouverte depuis le mois de mai par Droit à l'Info sur son dispositif lui a également permis de vérifier et de confirmer la pertinence de son outil. Cette phase a montré qu'1 cas sur 2 détecté par l'outil s'avère effectivement relever de la mésinformation.

### Une vigilance maintenue sur les sujets climatiques et environnementaux

Malgré la canicule historique vécue depuis l'été, nombre de narratifs de désinformation climatiques déjà connus, par exemple sur le coût des énergies renouvelables ou la disponibilité supposée de sources d'énergies fossiles en France, continuent aussi à se propager dans la sphère informationnelle. Mais de nouveaux narratifs du type « Les incendies sont le fait de l'action humaine, pas du réchauffement climatique » ont émergé, narratifs auxquels notre centre de ressources a également apporté [des réponses élaborées par Science Feedback](#).

[L'enquête inédite](#) réalisée en juin 2026 par Cluster 17 pour Droit à l'Info auprès de 5 009 personnes a révélé la réceptivité aux narratifs de désinformation climatique d'une partie de la population soutenant pourtant la transition écologique. Or l'Observatoire des Médias sur l'Écologie [a recensé dans son bilan semestriel](#) 452 cas de mésinformation climatique dans les médias entre janvier et juillet 2026, soit une hausse de 28% des cas détectés comparé au 1er semestre 2025. À l'approche de l'élection présidentielle de 2027, une vigilance accrue s'impose face à l'intensification de la propagation de narratifs de désinformation susceptible de s'aggraver.

Dans le prolongement de la réponse à la désinformation sur les enjeux climatiques, Droit à l'info étendra ultérieurement son champ d'activité au sujet de la **santé environnementale**.

Le Comité d'experts qui encadre les travaux de Droit à l'Info, instruit ses orientations méthodologiques et s'assure de leur conformité avec l'état des connaissances scientifiques a été renforcé par l'arrivée récente de **Grégoire Darcy**, enseignant-chercheur en sciences cognitives spécialiste de la désinformation, **Théodore Tallent**, enseignant-chercheur travaillant sur les enjeux politiques et sociaux liés à la transition écologique et **Malo Jan**. L'élargissement du champ d'intervention de Droit à l'info est soutenu par une campagne de dons citoyens ainsi que l'appui des Rencontres pour la planète qui s'ajoutent à l'engagement, depuis le début du projet, du [Fonds de dotation la Concorde](#).

- Pour recevoir les alertes Droit à l'Info : rejoignez la [chaîne WhatsApp publique Droit à l'Info](#)
- Retrouvez plus de détails sur l'initiative et sa méthodologie sur le site [droitalinfo.org](https://droitalinfo.org)

**Contacts presse**

- **Oréna Cigar** – 06 52 02 93 35 – [orena.cigar@maarc.fr](mailto:orena.cigar@maarc.fr)
- **Adrien de Tricornot** – 06 01 50 57 24 – [adrien.detricornot@maarc.fr](mailto:adrien.detricornot@maarc.fr)

**À propos des Surligneurs**

Fondé en 2017, Les Surligneurs est un média spécialisé dans le “legal-checking”, la vérification en droit d’informations ou de déclarations erronées, qui lutte contre la désinformation politique. Les Surligneurs est animé par une équipe de journalistes et d’enseignants-chercheurs en droit.

**À propos de QuotaClimat**

Fondée en 2022, Quota Climat est une association qui œuvre à améliorer le traitement médiatique des enjeux écologiques en France, en Europe et à l’international. Son action repose sur trois axes : l’interpellation quotidienne des médias sur leurs pratiques journalistiques, une production de données de référence sur la couverture des enjeux environnementaux dans les médias, et une action de plaidoyer auprès des institutions pour garantir le droit à l’information environnementale pour toutes et tous.

**À propos de Data For Good**

Fondée en 2015, Data For Good est une association majoritairement composée de bénévoles qui travaillent à mettre le numérique au service de l’intérêt général. Son action se décline en trois axes complémentaires : la co-construction de projets numériques les plus sobres possibles pour des associations qui défendent la justice sociale, la démocratie et l’environnement, la participation à la construction d’un numérique open source basé sur la collaboration plutôt que sur la privatisation, et la résistance à la concentration du pouvoir technologique dans les mains de quelques acteurs privés.